

En accord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que la tarification du carbone **n'est pas un bon moyen** pour le Canada de faire face aux changements climatiques.

Un impact disproportionné sur la population par rapport aux industries

Certaines personnes estiment que la taxe carbone affecte de manière disproportionnée les gens par rapport aux industries, alors que ce sont ces dernières qui polluent le plus. Notamment, en 2024, les secteurs de l'exploitation pétrolière et gazière et des transports étaient [les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, avec respectivement 30 % et 22 % des émissions totales](#). Pour réduire efficacement les émissions du Canada, il faudrait cibler les principaux pollueurs. C'est pourquoi certains politiciennes et politiciens proposent de supprimer la taxe sur les combustibles fossiles pour les particuliers et de ne la conserver que pour les industries.

Un impact sur le coût de la vie au jour le jour

Même si elle est compensée par des remises comme la Remise canadienne sur le carbone (RCC), la tarification du carbone a un impact direct sur le budget des ménages au quotidien. En effet, les systèmes de remises, comme la RCC versée tous les trois mois, obligent les familles à avancer le coût de la taxe sur leurs achats au quotidien (essence, nourriture, vêtements, etc.). Selon Statistique Canada (2025), [le transport et l'alimentation représentent plus de 30 % des dépenses des ménages canadiens](#), deux catégories où les prix sont touchés par la tarification du carbone. Dans un contexte de crise du coût de la vie, cette façon de lutter contre les GES peut peser lourdement sur le portefeuille des Canadiennes et Canadiens.

Un impact inégal par rapport aux autres pays

La tarification du carbone est l'une des mesures adoptées par le Canada pour réduire ses émissions de gaz à effets de serre et respecter ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris. Cependant, certaines personnes estiment qu'il est injuste de la part du gouvernement canadien de faire payer à ses citoyennes et citoyens le prix de la pollution, alors que d'autres pays, comme [les États-Unis ou la Chine](#), polluent bien davantage. L'impact de cette tarification sur le climat est minime comparé à l'ampleur de la pollution générée par ces grands émetteurs. Pour lutter efficacement contre les changements climatiques, le Canada devrait plutôt promouvoir des mesures mondiales plus contraignantes, plutôt que de faire porter le fardeau financier à ses citoyennes et citoyens.

Une « demi-mesure »

Certaines personnes estiment que la taxe carbone ne va pas assez loin pour transformer les comportements des Canadiennes et Canadiens. Augmenter le prix des produits polluants, ou exiger que les industries paient une partie de leurs émissions de gaz à effet de serre, ne sera pas suffisant pour que de réels changements s'opèrent dans les habitudes de vie. En effet, malgré la hausse du prix de l'essence dans les dernières années, la voiture à essence reste le moyen de transport le plus populaire au pays. Quant aux industries, même soumises à la taxe ([dont l'impact économique sur les entreprises peut être minime](#)), elles peuvent facilement répercuter une partie des coûts sur les consommateurs. La tarification du carbone n'est donc pas un incitatif suffisamment puissant pour réduire leurs émissions de manière significative. Aux yeux de certains, la tarification du carbone est donc une mesure peu efficace pour lutter concrètement contre les changements climatiques.

Pour en savoir plus

- [Radio-Canada | Les PM de l'Atlantique lancent une offensive contre la hausse de la taxe carbone](#)
- [La Presse | L'Alberta demande justice quant à des exemptions de la taxe sur le carbone](#)
- [L'Institut climatique du Canada | Nouvelle analyse : la tarification du carbone industriel ne coûtera qu'un Timbit par baril au secteur des sables bitumineux canadiens](#)
- [Radio-Canada | Zone Info - Marché du carbone : le Québec doit-il suspendre la taxe sur l'essence?](#)

Coup d'œil international

La Chine est [responsable d'environ 30 % des émissions mondiales de GES](#). Malgré ce bilan environnemental lourd, elle se positionne comme [le premier investisseur mondial dans les énergies renouvelables et propres](#), avec des efforts ciblant notamment les secteurs les plus polluants : production d'électricité, industries et transport. Cependant, le charbon reste la principale source d'énergie du pays, représentant 60 % de sa production d'électricité.

Les États-Unis, [deuxièmes plus gros émetteurs de GES](#) (environ 12 % des émissions mondiales), ont réussi à réduire leurs émissions [de plus ou moins 10 % depuis 2007](#). Cependant, ils restent le premier producteur mondial de pétrole et de gaz, et les énergies fossiles couvrent encore plus de 75 % de leur consommation énergétique.

Au Brésil, [septième plus gros émetteurs de GES](#), [plus de 80 % de la production d'électricité provient de sources vertes](#) (solaire, éolienne ou hydraulique). Toutefois, la déforestation massive pour le secteur agricole génère d'importantes émissions.